

Branche examinée 9a : Droit

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - _ _ _ - _

Durée de l'examen

40 minutes

Nombre de pages de l'épreuve
(y compris la page de garde)

9

Annexe(s)

Calendrier de l'année

Maximum de points possibles

40

Points obtenus

Note

Indications

- Veuillez vérifier que les pages figurant dans la donnée correspondent au nombre de pages indiqué ci-dessus.
- Veuillez utiliser pour votre réponse exclusivement le recto des feuilles de l'épreuve / des solutions.
- Si nécessaire, veuillez utiliser des pages supplémentaires pour la rédaction de vos réponses. Seules les feuilles officielles sont admises. En cas de besoin, veuillez le signaler par un signe de la main au surveillant durant l'épreuve.
- Le fait de citer uniquement un article de loi ou d'ordonnance n'est pas une réponse suffisante (à moins que ceci vous soit expressément demandé).
- Les exercices peuvent être résolus dans un ordre à votre convenance. Le nombre maximum des points est indiqué pour chaque exercice. Des points sont aussi attribués pour des solutions partielles.
- Veuillez utiliser un stylo à bille ou à encre, un feutre « indélébile » ne devant pas s'effacer. La couleur rouge et le crayon à papier sont exclus.

Le collège d'experts**Date****Signatures**

Expert(e)1

Expert(e)2

Branche examinée 9a : Droit

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - _ _ _ - _

Exercice 1 : LPGA (4 points)

Donnée

La loi sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA) vise plusieurs objectifs.

Question (4 points)

Veuillez citer les quatre objectifs de la LPGA.

Objectif 1 :

Objectif 2 :

Objectif 3 :

Objectif 4 :

Points obtenus :

Branche examinée 9a : Droit

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - _ _ _ - _

Exercice 2 : Questions de procédure (8 points)**Donnée**

L'assurance sociale est soumise à des règles de procédure spécifiques.

Question 2.1 (2 points)

Est-ce qu'un juge peut prolonger le délai de recours ? Veuillez motiver votre réponse en citant la base légale exacte (acte législatif, article, alinéa).

Question 2.2 (2 points)

Est-ce que le tribunal cantonal des assurances peut fixer, au détriment de l'assuré, des prestations inférieures à celles prévues par l'organe PC ? Veuillez motiver votre réponse en citant la base légale exacte (acte législatif, article, lettre).

Points obtenus :

Branche examinée 9a : Droit

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - _ _ _ - _

Question 2.3 (2 points)

La personne assurée se fait représenter par un avocat dans la procédure devant le tribunal cantonal des assurances. Elle obtient entièrement gain de cause dans la procédure. Qui doit supporter les frais ? Veuillez indiquer la base légale exacte (acte législatif, article, lettre).

Question 2.4 (2 points)

La caisse de compensation poursuit Jonny Evergreen dans un cas de dommages et intérêts selon l'art. 52 LAVS pour un montant de CHF 300'000. Comme il s'agit d'un cas extrêmement complexe, la caisse de compensation doit faire appel à un avocat externe. Dans la procédure devant le tribunal cantonal des assurances, la caisse de compensation obtient entièrement gain de cause. La décision devient définitive. Qui supporte les frais d'avocat de la caisse de compensation ? Veuillez indiquer la base légale exacte (acte législatif, article, lettre).

Points obtenus :

Branche examinée 9a : Droit

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - _ _ _ - _

Exercice 3 : Procédure d'opposition et de recours dans la LPGA (8 points)**Donnée**

La LPGA et l'OPGA prévoient également des prescriptions très diverses concernant la forme au niveau des procédures de recours.

Question 3.1 (4 points)

Emil Eicher est collaborateur dans une caisse de compensation AVS. Il reçoit un courriel de Sandro Sonderegger, qui contient sous la rubrique objet le terme « Opposition ».

Il vous demande conseil sur la manière de traiter cette opposition envoyée par courriel.

Veillez motiver votre réponse en indiquant la base légale exacte (acte législatif, article, alinéas).

Question 3.2 (4 points)

Jeremias Jenny, un bénéficiaire d'indemnités journalières de l'AC, fâché, se présente au guichet de la caisse de chômage et se plaint de la réduction des indemnités journalières qui a été prononcée par voie de décision. Il souhaite déposer un recours.

Qu'est-ce que la responsable, Ursula Urech, doit expliquer au bénéficiaire d'indemnités journalières dans cette situation ? Veillez indiquer les bases légales exactes (actes législatifs, articles, alinéas, lettre).

Points obtenus :

Branche examinée 9a : Droit

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - _ _ _ - _

Exercice 4 : Autres règles dans la LPGA et l'OPGA (5 points)**Donnée**

La LPGA et l'OPGA contiennent de nombreuses règles concernant les assurances sociales et les personnes assurées.

Veuillez indiquer de quels articles (y compris les alinéas) des deux actes législatifs mentionnés ci-avant, peuvent être tirées les solutions concernant les thèmes décrits dans les questions ci-après.

Question 4.1 (1 point)

Droit à des conseils, en principe gratuitement, sur les droits et obligations vis-à-vis des assurances sociales.

Question 4.2 (1 point)

L'opposition a un effet suspensif.

Question 4.3 (1 point)

Qualité pour recourir.

Question 4.4 (1 point)

Les frais de l'instruction peuvent être mis à la charge de la partie qui empêche ou entrave l'instruction de manière inexcusable après sommation et indication des conséquences.

Question 4.5 (1 point)

Motifs de récusation des personnes qui prennent des décisions sur des droits ou des obligations.

Points obtenus :

Branche examinée 9a : Droit

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - ____ - ____

Exercice 5 : Délais et force de chose jugée des décisions (12 points)**Donnée**

Veuillez répondre aux questions suivantes par mots-clés et indiquer également à chaque fois les dispositions déterminantes de la LPGa ou de l'OPGA (y compris les alinéas). Pour la question 5.1, la date suffit.

Question 5.1 (2 points)

Par décision du 27 février 2024, l'assureur-accidents rejette la demande de Reto Baumann d'augmenter sa rente d'invalidité. Reto Baumann prend connaissance de la décision le 29 février 2024, en pleine vacances d'hiver. Quand doit-il remettre au plus tard son opposition à la poste ?

Question 5.2 (2 points)

Comment l'assureur-accidents doit-il procéder si Reto Baumann a oublié de signer l'opposition ?

Question 5.3 (2 points)

Quelle serait la conséquence au niveau juridique si Reto Baumann avait déposé trop tard son opposition ?

Points obtenus :

Branche examinée 9a : Droit

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - ____ - ____ - ____

Question 5.4 (2 points)

Que peut faire Reto Baumann vis-à-vis de l'assurance-accidents si, six mois plus tard, il est convaincu que son état de santé s'est encore détérioré ?

Question 5.5 (2 points)

Que peut faire Reto Baumann vis-à-vis de l'assurance-accidents s'il découvre six mois plus tard des faits nouveaux importants qui existaient déjà au moment de la décision, mais qui n'ont pas pu être apportés à l'époque ?

Question 5.6 (2 points)

Reto Baumann ne trouve pas dans la LPGA les délais à respecter pour la procédure selon l'exercice 5.5. Dans quel article de la LPGA renvoie-t-on à une autre loi si les articles 27 à 54 LPGA ou si les dispositions des lois spéciales ne règlent pas de manière exhaustive les points de procédure ? De quelle autre loi s'agit-il ?

Points obtenus :

Branche examinée 9a : Droit

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - _ _ _ - _

Exercice 6 : Droit constitutionnel (3 points)**Donnée**

Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'arrêts du Tribunal fédéral. Veuillez indiquer les articles de la Constitution fédérale sur lesquels le Tribunal fédéral s'est fondé pour justifier les déclarations faites dans les arrêts cités ci-dessous. Il suffit d'indiquer l'article (y compris l'alinéa).

Question 6.1 (1)

« Si le tribunal cantonal désire défendre une décision de suppression de rente d'invalidité avec l'argument substitué de la reconsidération, il doit au préalable donner à l'assuré la possibilité de prendre position. »

Question 6.2 (1)

« Le Tribunal fédéral ne peut pas examiner si l'art. 29quinquies al. 3 LAVS (splitting) est contraire à la constitution parce que, selon le recourant, il ne dissocie pas l'État du privé ».

Question 6.3 (1)

« Le droit à l'assistance judiciaire gratuite dans la procédure de recours cantonale est réglé par le droit de procédure cantonal. Indépendamment de cela, les principes de jurisprudence directement fondés sur la Cst. s'appliquent pour garantir un minimum de protection juridique ».

Points obtenus :